



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNCTAD/DITC/COM/32
13 mars 2001

ANGLAIS ET FRANÇAIS
SEULEMENT



**Fonds commun
pour les produits
de base**

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE
ET LE DÉVELOPPEMENT**

FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Atelier CNUCED/Fonds commun pour les produits
de base sur le renforcement des capacités de
production et la diversification du secteur
des produits de base, et la coopération Sud-Sud
Genève, 22-23 mars 2001

LE RÔLE DES PRODUITS DE BASE DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Note du Fonds commun pour les produits de base

I. Introduction

1. Les produits de base restent le pivot de l'économie des pays les moins avancés, dans lesquels ils représentent souvent plus de 90 % des exportations de marchandises. Les gouvernements comptent en grande partie sur les recettes tirées de l'exportation de ces produits pour financer leur budget annuel, et les revenus des ménages sont souvent fortement tributaires de l'emploi dans ce secteur. Les perspectives d'avenir des PMA sont aussi étroitement liées à l'évolution des marchés de ces produits pour deux raisons. Premièrement, ce secteur étant l'un des plus importants de l'économie, les investissements qui y seront réalisés, en particulier en vue de la diversification verticale, seront générateurs d'emplois et de croissance économique. Deuxièmement, étant donné la relative faiblesse du secteur financier dans les PMA, on ne peut compter que sur les bénéfices pour financer les investissements dans le secteur privé. En outre, puisque le secteur des produits de base est un grand secteur de production, il devrait lui-même dégager une partie de l'excédent qui, complété par l'investissement étranger direct (IED), permettra d'investir dans l'ensemble de l'économie du pays, en particulier en vue de la diversifier.

2. Dans les zones rurales, la majorité de la population doit ses moyens d'existence, directement ou indirectement, au secteur des produits de base. On estime que, globalement, 1 milliard de personnes dans les pays en développement tirent une proportion importante de leur revenu de l'exportation de ces produits, et une grande partie d'entre elles vivent dans des PMA. La viabilité du secteur des produits de base est donc inextricablement liée aux perspectives de croissance, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté. Si l'on veut atteindre les objectifs de développement qui consistent à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à l'an 2015, il faut mettre les produits de base au centre des efforts pour promouvoir la croissance économique et lutter contre la pauvreté.

II. Produits de base, recettes d'exportation et endettement

3. Si, autour de 1995, les pays industrialisés étaient à l'origine de plus de la moitié des exportations mondiales de produits de base, l'importance de ces produits pour l'économie nationale est beaucoup plus grande dans les pays en développement, en particulier dans les moins avancés d'entre eux. La dépendance à l'égard des exportations est un indicateur classique de la dépendance à l'égard des produits de base. Le tableau 1 présenté ci-dessous recense les PMA dont les exportations de produits de base représentent plus de 50 % des recettes totales d'exportation de marchandises.

4. Le tableau 1 fait ressortir deux faits importants :

- 1) L'importance des produits de base pour les recettes d'exportation des PMA n'a pas sensiblement diminué depuis 1980. Des pays comme le Tchad, la Guinée-Bissau, la République-Unie de Tanzanie et le Cambodge ont vu leur dépendance s'accroître à l'égard des produits de base non combustibles, et la situation a à peine évolué pour beaucoup d'autres;

- 2) Il existe un lien étroit entre dépendance à l'égard des produits de base et endettement. Sur les 48 PMA, 29 appartiennent à la catégorie des pays pauvres très endettés (PPTÉ), et 27 d'entre eux ont une dépendance à l'égard des exportations des produits de base qui dépasse 50 % (tableau 1). La capacité d'endettement durable dépend du ratio dettes-exportation et, lorsque les termes de l'échange se dégradent, les recettes d'exportation diminuent également, ce qui entraîne un endettement intolérable. Plus directement, cependant, la nécessité de financer les déficits des comptes courants par des emprunts pour compenser la chute des recettes d'exportation entraîne une hausse du niveau d'endettement, un déséquilibre à long terme de la balance des paiements et, très souvent, l'instabilité macroéconomique.

Tableau 1. PAYS LES MOINS AVANCÉS DONT LA DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES EXPORTATIONS DE PRODUITS DE BASE ÉTAIT SUPÉRIEURE À 50 % EN 1997

Pays	Exportations de produits de base en pourcentage des exportations de marchandises		Principaux produits de base	PNB par habitant		Taux de pauvreté Pourcentage de la population vivant de moins de 1 \$ par jour	
	1980	1997 sauf indication contraire		\$ É.-U. 1997	Évolution en pourcentage 1996-97	Pourcentage	Année
Mauritanie*	99,6	99,9	Minerai de fer, pêcheries	440	2,1	31,4	1988
Tchad*	85,4	99,9	Coton, viande	230	3,5	-	
Sao Tomé-et-Principe		99,9	Cacao, coprah, café	290	-2,0	-	
Yémen, Rép.*	53,0	99,4	Combustibles	270	-0,5	-	
Angola*	87,1	97,7	Combustibles	260	-2,5	-	
Rwanda*	99,6	97,7	Café, thé, minerai d'étain	210	-5,6	45,7	1983-85
Niger*	98,0	97,6	Uranium, bétail	200	0,0	61,5	1992
Soudan*	99,2	97,2	Coton, animaux, graines de sésame	290	4,2		
Guinée-Bissau*	91,8	95,8	Noix, pêcheries	230	4,4	88,2	1991
Burundi*	96,3	95,7	Café, thé	140	-1,5	-	
Somalie*	-	95,5	Animaux vivants, pêcheries, bananes	-	-	-	
Bénin*	96,6	95,4 (1996)	Coton, combustibles	380	2,7	-	
Gambie	93,2	92,8 (1996)	Arachides, poisson, coton fibre, amandes de palmiste	340	2,1	-	
Malawi*	93,6	92,7	Tabac, thé, sucre	210	2,5	4,3	1995
Myanmar*	92,8	89,6 (1991)	Bois, légumineuses, riz	-	-	-	
Guinée équatoriale ¹	85,4	89,5	Pétrole, bois de construction, cacao	1 060	-	-	-
Éthiopie*	99,8	86,8	Café	110	3,0	46,0	1981-82
Mali*	98,7	83,9	Coton, or	260	3,5	-	
Mozambique*	61,8	83,3	Pêcheries, noix, coton	140	10,5	-	
Guinée*	99,3	82,5 (1996)	Bauxite, aluminium	550	1,9	26,3	1991
Togo*	89,4	80,5	Phosphate, coton, café	340	2,0	-	
République-Unie de Tanzanie	65,9	78,2 (1996)	Café, coton, noix de cajou, minéraux, tabac, sisal	210	1,2	-	
Burkina Faso*	89,2	73,7	Coton	250	3,2		
Madagascar*	93,7	72,1	Café, vanille, clous de girofle, crustacés, sucre	250	1,5	72,3	1993
République démocratique populaire lao	65,6	71,3 (1996)	Bois, animaux vivants, café	400	3,8	-	
Ouganda*	99,3	70,7 (1996)	Café, coton	330	3,0	69,3	1989-90
Zambie*	84,0	68,5	Cuivre, zinc	370	1,8	84,6	1993
Îles Salomon ¹	81,2	66,5	Bois, poisson, palmiste, coprah	870	-	-	-
Cambodge	35,8	65,8	Bois, caoutchouc, soja	300	-1,4	-	
Sierra Leone*	60,1	57,8 (1996)	Diamants, rutile, cacao, café, poissons	160	-20,6	-	
Afghanistan ¹	72,0	57,6	Fruits et noix séchés, laine et cuir, coton	-	-	-	-
République centrafricaine*	73,8	57,4	Bois, animaux sur pied, coton	320	3,8	-	

Source : Banque mondiale 1998, CNUCED 1999 et Fonds commun pour les produits de base.

* Pays pouvant prétendre à une assistance dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).

¹ En pourcentage des exportations totales de biens et services.

5. La figure 1 montre la dégradation des termes de l'échange sur 10 ans pour les pays en développement dans leur ensemble. Malgré cette dégradation marquée, la CNUCED a noté que les flux d'aide n'ont pas suffi pendant la décennie à compenser les pertes de recettes d'exportation. À cet égard, donc, il n'y a pas eu les entrées nettes de fonds qu'il aurait fallu pour exécuter des programmes susceptibles de stimuler la croissance et de contribuer à la lutte contre la pauvreté. Il serait bon d'en tenir compte dans le débat sur l'efficacité de l'aide car, dans bien des cas, les ressources fournies au titre de l'aide ont peut-être seulement compensé en partie les pertes de recettes d'exportation au lieu de constituer une source de financement complémentaire.

Figure 1. Termes de l'échange

6. L'impact qu'a l'endettement sur la croissance et la réduction de la pauvreté est évident dans le surendettement. Lorsque le niveau d'endettement est élevé, la perspective d'une augmentation des impôts ou du financement du déficit avec l'accroissement de l'inflation qui en résulte a un effet décourageant sur les investisseurs nationaux et étrangers. L'équilibre à long terme de la balance des paiements, qui est un des objectifs essentiels des programmes du FMI, suppose que le pays constitue des réserves pour quatre à six mois, compte tenu de la plus probabilité accrue de chocs extérieurs - la chute des prix des produits de base n'étant à cet égard qu'un risque parmi d'autres. Cette constitution de réserves a pour effet que les montants qui sont mis de côté sont supérieurs à ceux qui peuvent être investis dans des programmes de réduction de la pauvreté. De toute évidence, il est plus difficile de constituer des réserves lorsque les prix des produits de base sont bas.

7. On ne saurait surestimer l'effet négatif sur la croissance, tant dans le présent, avec les pressions que la chute des prix des produits de base exerce sur la balance des paiements que dans le futur, avec l'incertitude liée au surendettement qui en résulte. En outre, ce ralentissement de la croissance et de l'investissement compromet les perspectives de diversification, ce qui ralentit la croissance de l'emploi et accroît la pauvreté.

III. Environnement commercial et niveau des prix

8. Depuis 1980, le commerce mondial des produits de base a plus que doublé, en même temps que le PIB mondial augmentait de plus de 90 % en termes réels¹. La valeur réelle des exportations des 21 principaux produits de base exportés par l'ensemble des pays en développement a augmenté de 59 % entre 1970-1971 et 1996-1997. Cependant, la quasi-totalité de cette augmentation est imputable à l'accroissement du volume des exportations, les prix réels ayant chuté pour presque tous ces produits pendant cette période². La valeur de la production de certains produits de base comme l'huile de palmiste a plus que triplé, bien que les prix aient diminué de moitié (la production s'étant presque multipliée par huit), alors que la valeur de la production de coton et de café a diminué, bien que la production ait augmenté.

9. Cela s'inscrit dans une tendance plus large, celle de la diminution en termes réels des prix mondiaux des produits de base pendant la plus grande partie du XXe siècle. La figure 2 montre clairement la tendance générale à la baisse des prix réels des produits de base non pétroliers, ainsi que leur volatilité autour de la moyenne 100. Depuis les années 1970, la tendance a été presque constamment à la baisse.

10. Pour bien comprendre la situation actuelle des marchés des produits de base pour de nombreux produits agricoles et minéraux, il faut les étudier dans leur contexte économique. On voit mieux ainsi les tendances et politiques sous-jacentes qui influencent les cours mondiaux et qui contribuent à ce que beaucoup de PMA restent tributaires des produits de base.

Figure 2. Prix réels des produits de base non pétroliers, 1900-2000

Source : Banque mondiale.

11. En 1998, les PMA ne représentaient que 0,38 % du commerce mondial, mais une part importante de ce commerce concernait les produits de base (voir le tableau 2), ce qui confirme les chiffres indiqués pour les différents pays au tableau 1.

¹ *Source* : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 1999 et CNUCED, Manuel de statistiques, 2000.

² Banque mondiale, Global Commodity Markets, avril 2000, p. 10.

Tableau 2. Principales exportations des PMA

Article	Valeur	Pourcentage des exportations des PMA	Pourcentage du commerce mondial
Textiles	3 951,7	19,68	15,78
Pétrole (et produits pétroliers)	3 919,6	19,52	1,89
Coton	1 593,2	7,94	14,31
Café	1 125,8	5,61	6,94
Poisson (y compris crustacés)	1 121,1	5,58	6,73
Pierres précieuses	782,9	3,90	2,15
Cuivre	549,7	2,74	1,83
Tabac	387,3	1,93	5,85
Bois	378,8	1,89	4,94
Minerais de métaux communs	341	1,70	1,77
Légumes	304,8	1,52	1,3
Minerai de fer	284,3	1,42	2,83
Fruits et noix	256,8	1,28	0,9
Cuir	212	1,06	1,5
Revêtements de sol	208,1	1,04	2,02
Tous produits	20 076,5	100,00	0,38

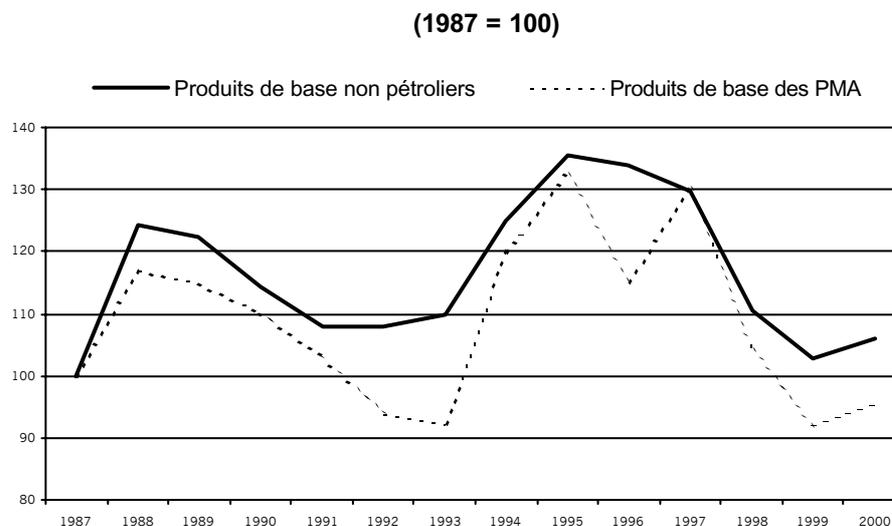
Source : CNUCED, Pays les moins avancés, rapport 2000.

12. L'une des principales raisons qui expliquent que les prix des produits de base restent bas est l'ampleur de l'offre, indiquée par le rapport des stocks mondiaux à la consommation annuelle³. Cette surabondance de l'offre peut être considérée, en partie, comme résultant des réformes économiques qui ont été mises en œuvre dans de nombreux PMA ces 20 dernières années, en particulier dans le secteur agricole, et qui ont fait disparaître les obstacles à l'exportation (par exemple, la protection tarifaire des importations, l'imposition de taxes à l'exportation et la surévaluation des taux de change) en encourageant les producteurs de produits de base à exporter. Les subventions à l'exportation et la pénétration de marchés tiers par les producteurs des pays développés ont aussi joué un rôle dans la baisse des prix de plusieurs produits de base, et la fermeté du dollar par rapport à la plupart des autres monnaies a également contribué à limiter les prix.

13. La chute des prix a entraîné une détérioration sensible des termes de l'échange pour les PMA. Récemment, la pression de la chute des prix sur les comptes courants a été exacerbée par la hausse du prix du pétrole. À l'effet négatif initial de l'augmentation du prix du pétrole sur les PMA importateurs de ce produit s'ajoutent les effets de contraction qu'elle produira sur l'économie mondiale et qui, bien que l'expansion économique mondiale et la demande de produits de base soient plus faiblement corrélées, feront baisser les prix des autres produits de base (figure 3).

³ Pour le cacao (40 % en 2000), le sucre (49 % en 1999), le coton (37 % en 2000) et le café (37,5 % en 1999), les ratios élevés stocks-consommation ont été la cause directe des prix déprimés de ces dernières années.

Figure 3. Prix des produits de base non pétroliers et des produits de base des PMA, en dollars É.-U.



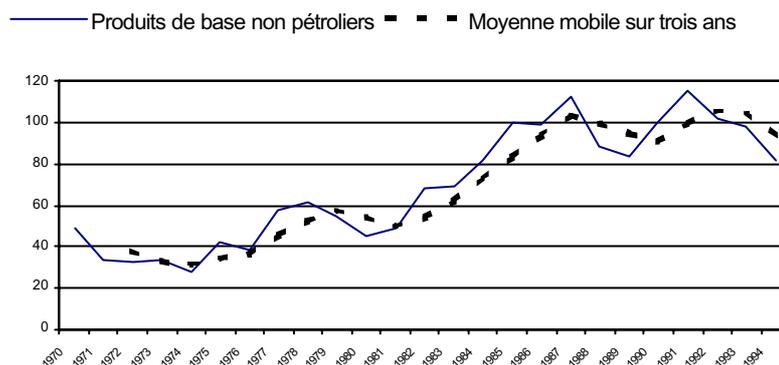
Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale.

14. Une autre préoccupation liée aux prix vient de ce que, bien que les prix-producteurs des produits de base soient en baisse depuis longtemps, les prix à la consommation ont continué à augmenter : par exemple, alors que le prix du café non torréfié a baissé de 18 % sur les marchés mondiaux entre 1975 et 1993, le prix à la consommation a augmenté de 240 % pendant la même période aux États-Unis. La Banque mondiale a fait faire une enquête sur la question, dont elle a conclu que les statistiques, qui elles portent sur les pays ou sur les produits de base, confirment largement l'hypothèse qu'il existe un écart croissant entre les prix à la production et les prix à la consommation pour les produits de base⁴.

15. Cet écart est illustré par la figure 4, qui montre que, pour six produits de base non pétroliers (banane, viande de bœuf, café, riz, sucre et blé), l'éventail des prix s'est élargi de façon presque constante et que l'écart entre les prix à la production et les prix à la consommation a presque doublé pendant les 20 dernières années. Il a diminué au début des années 70, en raison de l'envolée des prix des produits de base, puis à nouveau à la fin de la période, à cause de la chute des prix à la consommation pour le café et le sucre.

⁴ Morisset, 1997 (article de la Banque mondiale).

Figure 4. Éventail des prix à la production/à la consommation (1990 = 100)



Source : Morisset 1997.

16. Selon les estimations, cela peut avoir coûté plus de 100 milliards de dollars par an aux pays exportateurs de produits de base, en freinant l'accroissement de la demande. Cette asymétrie dans le comportement des prix est attribuée aux pratiques des sociétés commerciales internationales, dont beaucoup sont assez grandes pour exercer un certain monopole sur beaucoup de marchés des produits de base.

17. L'environnement commercial mondial et, plus précisément, l'aptitude des PMA à participer pleinement à la mondialisation, est un des facteurs essentiels des perspectives de croissance. Le commerce offre la possibilité d'accroître les recettes d'exportation (permettant de financer davantage d'importations), il impose une discipline de concurrence aux producteurs, rend possible le transfert de techniques, ouvre de nouveaux marchés et permet de réaliser des économies d'échelle dans la production. Pourtant, en dépit de leurs efforts pour libéraliser leur économie, stimuler la productivité et accroître les flux d'investissement étrangers, de nombreux PMA occupent aujourd'hui une place de plus en plus marginale dans le commerce mondial. Parmi les facteurs importants qui pourraient contribuer à améliorer cette situation, on a cité le transfert des techniques, l'accroissement des flux de capitaux d'investissement, l'assistance technique et la suppression des rigidités structurelles qui ralentissent les performances de l'économie. Mais c'est le problème de l'accès aux marchés qui est présenté comme le principal obstacle à l'amélioration des résultats des exportations.

18. L'offre à l'exportation n'est pas tout : il faut encore pouvoir pénétrer les marchés. Même si l'accès aux marchés était entièrement libre et que l'offre était assurée, cela ne suffirait pas à garantir la pénétration des marchés, en particulier en raison du caractère non concurrentiel des structures du marché. Des arrangements concessionnels ont bien été adoptés, comme la Convention de Lomé (et plus récemment, l'initiative "Tout sauf des armes" pour les PMA) et l'*Africa Growth and Opportunity Act* des États-Unis, dont bénéficient de nombreux PMA. Cependant, il est de plus en plus apparent que les avantages réels qu'ils apportent sont limités. Pendant les 25 années d'existence de la Convention de Lomé par exemple, les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont vu leur part des importations de l'Union européenne tomber de 7 à 3 %. Les arguments avancés pour expliquer l'échec général des préférences mettent en avant l'utilisation d'autres obstacles tels que les plafonds de contingentement, les limitations du champ d'application et le rétrécissement des marges de préférence par la libéralisation du commerce résultant de la clause de la nation la plus favorisée (NPF). L'échec

montre aussi qu'il faut lier l'accès aux marchés et l'amélioration des capacités de production. Le nouveau traité signé en 2000 entre l'Union européenne et les ACP, l'Accord de Cotonou, marque un changement : l'accent est désormais placé moins sur le commerce que sur des objectifs plus larges de développement, avec au centre la réduction de la pauvreté. En conséquence, le mécanisme STABEX, qui servait à compenser les pays en cas de baisse des recettes d'exportation provenant des produits de base traditionnels, a fait place à une approche plus globale du financement du développement et de l'aide au secteur rural. Si l'intégration des problèmes relatifs aux produits de base dans le cadre plus large du développement et de la croissance du secteur rural est peut-être une bonne chose, la disparition de l'aide spécifique pour les produits de base rend les PMA plus vulnérables à la volatilité des prix de ces produits⁵.

19. L'*Africa Growth and Opportunity Act* des États-Unis, signé en mai 2000, élargira l'accès au marché des États-Unis, mais il contient plusieurs dispositions importantes (concernant par exemple les textiles fabriqués à partir de fils produits localement, le sucre et le café) qui risquent d'empêcher que les possibilités offertes par cette loi soient pleinement exploitées.

20. Malgré les limitations unilatérales de l'accès "amélioré" au marché, ce sont les difficultés intérieures qui sont le plus souvent citées comme cause d'échec, notamment l'insuffisance des infrastructures matérielles, financières, humaines et institutionnelles, qui entraîne l'incapacité de diversifier la production ou de produire des articles à valeur ajoutée. L'incapacité de respecter les normes de qualité, en particulier en ce qui concerne les produits et marchés nouveaux, empêche aussi d'entreprendre avec succès de nouvelles exportations. En conséquence, les PMA n'ont pas été en mesure de profiter des possibilités offertes par les préférences.

21. Le fait que certains PMA soient incapables de surmonter ces difficultés montre que l'on doit s'attaquer aux insuffisances des politiques et aux faiblesses institutionnelles avant de pouvoir exploiter pleinement les possibilités nouvelles offertes au commerce. En adoptant une définition étroite de l'accès aux marchés, on risque donc de simplifier à l'excès le débat sur le commerce, et de négliger d'autres questions connexes d'importance égale.

IV. Fluctuations des prix

22. La libéralisation des échanges et l'impact sur les producteurs des forces du marché mondial ont entraîné une plus grande volatilité des prix à la production qui, de même que la tendance des prix à la baisse, est un grand sujet de préoccupation pour les pays dépendants à l'égard des produits de base. L'une des approches adoptées pour y répondre a été d'étudier la possibilité d'utiliser les instruments de gestion des risques-prix, par exemple les options de vente qui donnent au producteur ou à l'opérateur la possibilité de vendre à un prix convenu. Une étude a été faite à ce sujet par l'Équipe spéciale internationale dirigée par la Banque mondiale, équipe dont le Fonds commun est membre, et des projets pilotes ont été entrepris pour expérimenter l'utilisation de ces instruments⁶.

⁵ Note explicative sur les critères parallèles de 1) baisse et 2) incidence prouvée sur le budget. La vérification ex-post et les retards peuvent signifier que l'assistance complémentaire ne joue pas le rôle de mécanisme anticyclique de stabilisation.

⁶ Le premier de ces projets, financé par le Fonds commun, a été approuvé en avril 2000 et il permettra d'évaluer s'il est possible d'utiliser ces instruments dans le secteur du cacao en Afrique occidentale. Deux autres projets sont en préparation, l'un sur le café et l'autre sur le coton, en Afrique orientale.

23. L'explication économique de la volatilité et de la baisse des prix des produits de base repose sur l'élasticité par rapport aux prix et par rapport aux revenus. Dans le cas des produits de base, il est depuis longtemps reconnu que l'élasticité de la demande par rapport aux prix et aux revenus est faible. Cela signifie que, lorsque les revenus augmentent, la consommation n'augmente pas au même rythme, ce qui entraîne une stagnation de la demande et donc une chute des prix. De même, la faible élasticité de la demande par rapport aux prix signifie que les fluctuations de l'offre s'accompagnent de fortes fluctuations des prix, et cette volatilité est aggravée par le fait que les producteurs ne peuvent réagir en ajustant l'offre qu'avec un décalage considérable (par exemple, la réaction de l'offre à court terme est à peu près égale à zéro), ce qui entraîne les pics et creux cycliques souvent observés dans les prix des produits de base. Le résultat de cette relation entre offre, demande et prix est que les recettes d'exportation des produits de base sont à la fois en baisse et instables depuis longtemps.

24. Dans une étude récente, la Banque mondiale a adopté une perspective historique pour examiner les principaux facteurs qui contribuent à la croissance économique⁷. L'une de ses principales conclusions était que les longues périodes de croissance régulière et de stabilité des revenus sont plus propices à une forte réduction de la pauvreté que les périodes marquées par des cycles expansion/récession. La leçon est donc claire pour les PMA et la communauté internationale des donateurs : la volatilité des prix des produits de base est une source d'instabilité, qui compromet les perspectives de croissance économique régulière et qu'il faut donc combattre. En complément, il est nécessaire de fournir une assistance qui soit compatible avec les plans de développement national adoptés par les pays en vue d'accroître la productivité et la qualité. Les projets financés par le Fonds commun visent à répondre aux problèmes relatifs à la productivité, à la qualité, aux normes, au développement des marchés, aux activités de transformation et à la diversification des structures de production traditionnelles. Par cette assistance, les marchés d'exportation seront assurés et les perspectives de croissance stables développées au maximum.

25. La dépendance à l'égard des exportations expose aussi les PMA aux chocs économiques, et elle augmente l'instabilité des recettes. Nous ne pensons pas seulement ici au risque que représentent les fluctuations des prix sur les marchés mondiaux, mais aussi à la possibilité de chocs localisés, dus par exemple aux intempéries ou aux maladies du bétail ou des cultures. L'incertitude qui en résulte a des effets à la fois microéconomiques et macroéconomiques. Au niveau de l'exploitation individuelle, elle peut se traduire par une répartition non optimale des ressources, le souci de réduire au minimum les risques l'emportant sur celui de développer au maximum les profits. Quant aux effets macroéconomiques, ils prennent souvent la forme d'un cycle expansion-récession, dans lequel les recettes budgétaires exceptionnelles résultant des hausses des prix des produits de base ne sont pas investies efficacement (ni dans le secteur public, ni dans le secteur privé), tandis que les périodes de dépression des prix de ces produits provoquent une dégradation des termes de l'échange. Cela entraîne des pressions sur la balance des paiements (comme nous l'avons vu plus haut), paralyse les investissements et retarde la croissance.

⁷ Banque mondiale, *The Quality of Growth*, 2000.

V. Production et productivité du secteur des produits de base dans les PMA

26. La dégradation des termes de l'échange souligne clairement la nécessité de stimuler la production et/ou d'améliorer la productivité, afin de diminuer les coûts de production (et d'accroître ainsi les marges bénéficiaires). Comme il est indiqué plus haut, les mesures prises par l'ensemble des pays en développement ont abouti à créer une offre excédentaire sur le marché mondial pour de nombreux produits de base, entraînant une nouvelle baisse des prix. Il est faux de croire que les PMA en particulier ou les pays en développement en général peuvent accroître leurs recettes d'exportation en augmentant la production. C'est donc l'amélioration de la productivité qui, dans un premier temps du moins, doit être privilégiée. L'excédent ainsi dégagé peut ensuite être investi dans d'autres secteurs productifs et servir à diversifier la production. Le tableau 3 recense les PMA qui ont réussi à accroître leur production ou leur productivité dans certains produits de base.

Tableau 3. Production et productivité dans les PMA

Produit	Pays où la production et la productivité augmentent	Pays où la production augmente et la productivité diminue ou stagne	Pays où la productivité augmente et la production diminue ou stagne	Pays où la productivité et la production diminuent ou stagnent
Cacao	République démocratique du Congo, Guinée, Madagascar, République-Unie de Tanzanie, Ouganda, Vanuatu	Haïti, Îles Salomon	Sierra Leone	Guinée équatoriale, Libéria, Sao Tomé-et-Principe, Samoa, Togo
Café	Éthiopie, Guinée, Malawi, Sierra Leone, Togo, Ouganda, Zambie	République démocratique populaire lao, Myanmar, Yémen	République centrafricaine	Angola, Bénin, Burundi, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Haïti, Libéria, Madagascar, Mozambique, Rwanda, République-Unie de Tanzanie
Jute	Éthiopie, Madagascar, Mozambique	Mali	Bangladesh, Cambodge, Népal	Angola, Myanmar, Cambodge
Coton en graines	Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Tchad, Gambie, Guinée, République démocratique populaire lao, Malawi, Mozambique, Myanmar, Somalie, République-Unie de Tanzanie, Togo, Ouganda	Burkina Faso, Mali	République centrafricaine, République démocratique du Congo, Soudan, Yémen	Burundi, Cambodge, Éthiopie, Guinée-Bissau, Haïti, Madagascar, Niger

Produit	Pays où la production et la productivité augmentent	Pays où la production augmente et la productivité diminue ou stagne	Pays où la productivité augmente et la production diminue ou stagne	Pays où la productivité et la production diminuent ou stagnent
Canne à sucre	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Tchad, République démocratique du Congo, Guinée, République démocratique populaire lao, Madagascar, Mali, Népal, Soudan, République-Unie de Tanzanie, Ouganda	Bangladesh, Libéria, Malawi, Myanmar, Niger, Zambie	Angola, Haïti	Afghanistan, Éthiopie, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone, Somalie
Thé	Bangladesh, Burundi, Éthiopie, République démocratique populaire lao, Népal, Rwanda, Ouganda	Malawi, Myanmar, République-Unie de Tanzanie		République démocratique du Congo, Mozambique
Tabac	Angola, Cambodge, Éthiopie, Malawi, République-Unie de Tanzanie, Ouganda	République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Madagascar, Rwanda, Zambie	Bangladesh, Myanmar, Népal	Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Guinée, Haïti, Mozambique, Niger, Sierra Leone, Togo
Paddy	Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Tchad, Comores, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Malawi, Mali, Niger, République-Unie de Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie	République démocratique du Congo, Mauritanie, Mozambique	République centrafricaine	Afghanistan, Bhoutan, Gambie, Haïti, Libéria, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan
Maïs	Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, Lesotho, Mali, Mauritanie, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe, Soudan, République-Unie de Tanzanie, Togo, Ouganda, Bangladesh, République démocratique populaire lao, Népal	Angola, Cap-Vert, République démocratique du Congo, Gambie, Madagascar, Malawi, Zambie, Haïti, Yémen	Comores, Niger, Rwanda, Cambodge	Afghanistan, Bhoutan, Guinée, Myanmar, Sierra Leone, Somalie, Vanuatu

Source : CNUCED, Les pays les moins avancés, rapport 1999.

VI. Domaines de préoccupation

27. En 2000, le Fonds commun a lancé une enquête visant à évaluer l'importance relative et le potentiel de certains produits de base dans tous les pays en développement membres. Cette enquête a également permis de rassembler des données sur les problèmes rencontrés dans les domaines de la production, de la transformation et de la commercialisation, l'objectif étant de s'assurer que les projets du Fonds commun étaient destinés à satisfaire les besoins les plus criants. On trouvera dans le tableau 4 la liste des principaux produits hors combustible qui, d'après les membres interrogés, revêtent une importance particulière pour les PMA compte tenu de leur contribution au PIB, au commerce ou à l'emploi. La production traditionnelle de cacao, de café, de coton et de sucre continue de jouer un rôle notable, au même titre que des secteurs non traditionnels comme les produits de la pêche (en particulier les crustacés).

Tableau 4. Produits importants pour les pays en développement

Produits	Nombre de PMA
Café	18
Coton	17
Pêche	13
Bétail/Viande	7
Fruits (toutes catégories confondues)	6
Cacao	4
Sucre	4

Tableau 5. Principaux domaines de préoccupation dans la production, la transformation et la commercialisation des produits

Production	Faible productivité/technologie peu avancée
	Coûts de production élevés
	Production à petite échelle
	Dégénérescence des variétés
	Coût et disponibilité des intrants
	Disponibilité et adoption de semences à haut rendement
	Maladies/parasites
	Vulnérabilité aux conditions climatiques
	Information et formation/capital humain
Finance	Accès au crédit
	Faiblesse de l'investissement (notamment de la recherche-développement)
Transformation	Technologie/capacités
	Faible quantité de matières premières (chaîne d'approvisionnement)

Commercialisation	Baisse et instabilité des prix
	Stockage et infrastructure
	Obstacles à l'entrée et au commerce
	Qualité/normes (notamment phytosanitaires)
	Achats monopolistiques
	Problèmes découlant de la libéralisation
	Coût du transport aérien de marchandises
	Risques liés aux politiques et aux prix
Divers	Coupures d'électricité
	Infrastructure
	Environnement/durabilité

28. Les préoccupations recensées dans les domaines de la production, de la transformation et de la commercialisation sont résumées dans le tableau 5. La plupart des observations ont trait à la production et à la productivité, qui est un moyen essentiel de maintenir la compétitivité dans un contexte de baisse des prix des produits de base (de nombreux membres interrogés ont répondu que la faiblesse des prix mondiaux était un problème récurrent). L'accès limité aux intrants et aux technologies permettant de mettre en valeur les ressources humaines est considéré comme un obstacle, soit que des semences ou intrants améliorés ne soient pas disponibles, soit que les producteurs ne puissent obtenir de crédits. L'adoption de nouvelles techniques de production visant à lutter contre les parasites et à augmenter les rendements est une question connexe qui préoccupe de nombreux pays et dont la solution peut être trouvée au niveau national, par le biais d'une meilleure information et formation, ou au niveau des produits avec l'assistance d'organisations internationales comme le Fonds commun (l'association des deux serait probablement la formule la plus efficace). Les critères de qualité et les normes sanitaires et phytosanitaires sont cités de manière récurrente comme des facteurs pénalisant les producteurs et les transformateurs de matières premières. Enfin, la commercialisation pose problème à certains PMA, en particulier dans un contexte libéralisé.

VII. Dépendance à l'égard des produits de base : le pessimisme est-il justifié de l'avis de la Banque mondiale ?

29. Ayant constaté que la dépendance à l'égard des produits de base avait des conséquences néfastes pour la croissance et la réduction de la pauvreté, la Banque mondiale a recherché des exemples de pays qui avaient réussi à accroître la productivité et la rentabilité de certains produits de base - correspondant souvent à des exportations non traditionnelles - ou qui avaient sensiblement augmenté leurs capacités de transformation⁸. Dans chaque cas, le dénominateur commun était l'aptitude à tirer parti des réformes plus générales entreprises par le Gouvernement. Les réformes les plus souvent évoquées étaient notamment la suppression du contrôle des prix, la promotion de la recherche-développement, la création d'infrastructures de transport et de

⁸ Is Commodity Dependence Pessimism Justified? Yabuki N., Akiyama T., Banque mondiale, 1996.

communication, la promotion de l'investissement étranger direct et la mise en place d'un système financier capable d'appuyer les activités concernées. Toutefois, la mise en œuvre de ces réformes peut être limitée par l'absence de moyens financiers.

30. Dans les cas où des bénéfices avaient été réalisés, la Banque a constaté que les exportations non traditionnelles avaient sensiblement augmenté et que la productivité s'était accrue dans les produits de base. Les pays concernés avaient ainsi pu tirer parti de nouveaux débouchés pour exporter des produits tels que les poissons, les crustacés, les fleurs et les légumes, et jouir d'un avantage en matière de prix par rapport à leurs concurrents. L'étude réalisée montre donc qu'il est possible à des pays tributaires de produits de base de réussir une diversification horizontale et d'être à nouveau compétitifs sur des marchés traditionnels grâce à une meilleure productivité. Les avantages que peuvent ainsi retirer ceux qui sont les premiers à exploiter un marché ne persistent pas forcément lorsque celui-ci devient saturé. Il s'ensuit que les PMA incapables d'entreprendre les réformes structurelles nécessaires ne pourront profiter des possibilités de croissance qu'offrent les produits de base. Néanmoins, l'ouverture de débouchés dépendra aussi de la suppression des obstacles (tarifaires et non tarifaires) à la pénétration des marchés des pays industrialisés.

VIII. Conclusions

31. Les PMA restent fortement tributaires des produits de base pour se procurer des recettes d'exportation, créer des emplois et dégager un excédent pouvant être investi. Le maintien d'une croissance économique rapide et générale est essentiel à une réduction continue de la pauvreté qui permettrait d'atteindre les objectifs de développement fixés pour 2015. L'un des moyens les plus efficaces de faire en sorte que la croissance profite aux pauvres est de développer les produits de base en liant l'agriculture (qui emploie les pauvres) au commerce (qui offre des possibilités d'accroître les revenus). Les produits de base permettent d'établir un lien étroit entre les pauvres des régions rurales et le secteur exportateur, et continuent donc de jouer un rôle stratégique dans les politiques de croissance et de réduction de la pauvreté. Le processus de mondialisation, qu'il faut néanmoins encourager, doit donc viser à faire en sorte que les pays les plus pauvres soient capables d'occuper la place qui leur revient sur le marché mondial.
